

Georg Lukács

Stabilisation !

1926

Traduction de Jean-Pierre Morbois

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :
Stabilizalmi! (1927).

Il occupe les pages 51 à 54 du recueil *Demokratische Diktatur, Politische Aufsätze V* [Dictature démocratique, Essais politiques V.] (Sammlung Luchterhand, Darmstadt & Neuwied, 1979). Il était jusqu'à présent inédit en français.



Il a été publié à l'origine dans *Párisi Munkás*, [L'ouvrier parisien], journal hebdomadaire en hongrois de la CGTU, Organe du Comité Intersyndical hongrois, 4^{ème} année, 1926, n°27, p. 1, du 03/07/1926.

Toutes les notes de bas de page sont du traducteur.

Cet article commente pour les travailleurs hongrois immigrés en France les mesures envisagées par le gouvernement français pour juguler l'inflation qui s'est emballée en 1926, mesures d'austérité qui pèseront nécessairement sur les classes travailleuses.

Stabilisation !

Quand des intérêts opposés ne peuvent pas être conciliés lors de tractations privées ou lors de conférences internationales, on forme habituellement un comité plus restreint afin de pouvoir attendre, pour régler le problème, que l'une ou l'autre des parties prenne le dessus. Lorsque Briand¹ et ses amis ont formé un « comité d'experts » ayant pour tâche d'expliquer comment le Franc pouvait être stabilisé, alors tous ceux qui ont appris quelque chose sur ces affaires, qu'il s'agisse d'observateurs marxistes ou bourgeois de la lutte de classes à visage découvert menée depuis la guerre, ont compris très précisément que ce comité d'experts poursuivrait ses recherches jusqu'à ce que la couche dirigeante du capitalisme français, les cercles de la haute finance et les grands capitalistes, aient suffisamment préparé le terrain pour une stabilisation qui leur rapporterait davantage que les gains de l'inflation.² Cette stabilisation va politiquement s'exprimer par un gouvernement de droite, ou par un gouvernement qui applique la politique des droites. La stabilisation de la monnaie ne signifie rien d'autre que de créer, tout au moins temporairement, une domination univoque. Dans la situation d'aujourd'hui du capitalisme, une domination

¹ Aristide Briand (1862-1932), à l'époque, Président du Conseil pour le Cartel des Gauches.

² En 1926, l'inflation s'emballe : 31,7% en moyenne annuelle. Les prix de gros sont huit fois plus élevés qu'en 1913. Le gouvernement Poincaré d'union nationale (juillet 1926-juillet 1928) entreprendra un assainissement financier.

univoque ne peut provenir que d'un gouvernement de droite, fasciste, qui n'estompe pas par des illusions démocratiques le rôle de défense de l'exploitation par les capitalistes.

Comment il faut stabiliser n'est pas une question scientifique, point n'est besoin pour cela d'un comité d'experts. Au moment où le prolétariat allemand, à l'automne 1923, perdait pour une courte période une bataille décisive,³ alors qu'il y avait la possibilité pour que la bourgeoisie reprenne pour un temps, avec une stabilité incertaine, la prédominance sous l'habit d'un gouvernement de droite, il y a eu en même une solution « scientifique » pour que le mark soit stabilisé. La « science » a consisté en l'introduction d'un système fiscal touchant sans ménagement les travailleurs, la mise en place d'un nouveau tarif douanier renchérissant considérablement les moyens de subsistance, les salaires ont eux-aussi directement baissé, on a créé un chômage qui a constamment touché deux millions de travailleurs, et ces mesures ont été constamment aggravées. Maintenant pas exemple, jusqu'à la fin août, il y a de nouveaux droits de douane sur les céréales de sorte que le pain est plus cher. Car la stabilisation n'est pas quelque chose qu'on atteint d'un seul coup, mais qu'il faut constamment maintenir, il faut toujours et encore prendre de nouvelles mesures qui font baisser le niveau de vie du prolétariat.

³ À l'aube du 23 octobre 1923, à Hambourg, quelques centaines de communistes déclenchent une insurrection. Les forces de l'ordre, appuyées par la Reichswehr, vont bientôt écraser les insurgés, qui se sont retrouvés seuls. L'« Octobre allemand » qui devait rallumer les braises de la révolution mondiale a été annulé au dernier moment. Sauf à Hambourg, où l'information n'est pas parvenue à temps.

Avant la guerre, les monnaies étaient stables parce qu'il n'y avait pas de situation révolutionnaire immédiate, c'est-à-dire que la domination de la bourgeoisie était incontestable, tout au moins provisoirement. Il était indubitable que le profit puisse être augmenté par l'accroissement de la production, par le développement de la technique et par l'élargissement du marché et que, ou bien le niveau de vie du prolétariat augmente plus lentement que la production mise sur le marché, ou que le niveau de vie du prolétariat reste éventuellement égal, ou même qu'il puisse être baissé. De ces trois possibilités, il n'en reste aujourd'hui plus qu'une : il faut continuer à abaisser de plus en plus le niveau de vie du prolétariat. Avant même que le comité d'experts ait délivré son rapport, le ministre des finances Péret⁴ déclarait que la politique française des finances correspondrait aux exigences du monde français de la finance. En premier lieu, ils s'efforceront de regagner la confiance du capital. Ils promettent solennellement qu'il n'y aura pas d'autres hausses d'impôts, ou que les lois fiscales existantes seront accordées aux exigences de la vie économique. Vie économique signifie vie capitaliste, c'est à dire exploitation. Ils ont promis de supprimer les restrictions existantes sur la circulation de l'argent et du capital avec l'étranger. Ils ont autorisé que les capitalistes français puissent avoir dans les banques des comptes en devises étrangères. Ils ont ensuite commencé à dire que les importations de blé devaient être limitées, que les boulangeries et les boucheries ne pourraient ouvrir que quelques jours dans la semaine, et l'idée de tickets de pain a même surgi.

⁴ Raoul Péret (1870- 1942), avocat et homme d'État français, ministre des finances du 09/03/1926 au 15/06/1926).

Aucune personne normale ne croit naturellement que les tickets de pain limiteront ceux qui peuvent acheter des sacs de farine à n'importe quel prix, ou que les boucheries seront fermées pour ceux qui mangent des rognons rôtis. Ces prévisions qui provisoirement ne se sont pas réalisées ne disent rien d'autre que la stabilisation doit signifier l'enchérissement des moyens de subsistance et la baisse du niveau de vie des masses travailleuses. Le périodique économique le plus réputé de la bourgeoisie anglaise, *the Economist*, dit à propos de ces mesures qu'il s'agirait de rumeurs, que ces nouvelles, comme par exemple le rationnement du pain, seraient diffusées simplement pour que « tout le public soit bien conscient de la difficulté de la crise monétaire ». Il poursuit : « Par chance, des politiciens dans des sphères toujours plus larges, (*the Economist* appelle politiciens les ennemis honnêtes ou apparents de la grande bourgeoisie et du capital, les socialistes ou les communistes, car les partis bourgeois n'auraient à l'esprit que "des points de vue désintéressés, patriotiques"), reconnaissent déjà eux aussi que la solution du problème du Franc réside exclusivement dans le rétablissement de la confiance en la France des capitalistes français. »

La confiance en la France des capitalistes français sera rétablie quand ils pourront compter que le prolétariat ne bougera pas sous l'exploitation croissante, ou s'ils se sentent assez fort pour noyer le mouvement dans le sang.

Le sens des tentatives antérieures de stabilisation était de broyer peu à peu la résistance des couches petites bourgeoises conscientes afin de les amener à se rendre compte qu'il ne peut rien y avoir de pire que l'inflation, et qu'il n'y a pas d'autre méthode pour juguler l'inflation ou

la dévaluation de la monnaie que de faire des sacrifices. Les sacrifices, la bourgeoisie, tant qu'elle est au pouvoir, les laisse assurément à la classe opprimée. Les expérimentations font aussi partie de affaires, et elles sont une source de gains de change. Dans quelles poches ont disparu les 100 millions que la France a emprunté à Morgan pour stabiliser le Franc ? On a expliqué que, dans le cadre de l'opération boursière, rien d'autre que cet emprunt de stabilisation n'a été utilisé. Ces 100 millions de dollars n'ont pas été consommés par une bourse impersonnelle, mystérieuse et incompréhensible en apparence, mais par des estomacs bourgeois habitués à une bonne digestion. Cela a bien payé pour la bourgeoisie française de contracter un emprunt de 100 millions aux dépens du prolétariat français, surtout parce qu'on pouvait ainsi gagner du temps pour une authentique tentative de stabilisation, et qu'« il s'est avéré » que le Franc ne pouvait pas du tout être sauvé par cette aide extérieure, mais que de sérieux sacrifices étaient nécessaires en interne. Des sacrifices sont nécessaires, mais naturellement de la part du prolétariat et de la petite bourgeoisie. Ces sacrifices doivent être arrachés, car l'abnégation « patriotique » du prolétariat n'est pas fiable, la petite-bourgeoisie est chancelante.

Stabilisation ! Ce mot d'ordre que la bourgeoisie française prononce donc de plus en plus fort, et qui a aussi été repris par le capital anglais et américain, il faut le traduire par : « Dictature de droite ! »

Le prolétariat doit en revanche traduire le mot d'ordre « stabilisation » dans sa propre langue, de telle sorte que les sacrifices nécessaires soient portés par la bourgeoisie,

ce qui n'est possible que si la domination des classes travailleuses est assurée par une dictature de gauche.

La monnaie de la Russie soviétique est stable !

